

RAPPORT N° 2022/3-34
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE – DECLASSEMENT ET MISE A LA REFORME DE DIVERS MATERIELS HORS D'USAGE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

L'exploitation du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage implique notamment la gestion d'un parc de matériels nautiques acquis par la CINOR, constitué d'embarcations, de pagaies et d'équipements de sécurité (casques de protection et gilets de flottaison). La gestion de ce parc s'entend principalement en termes de stockage, d'entretien, de réparation et de renouvellement.

Au terme du dernier inventaire réalisé en début d'année 2022, les matériels figurant sur la liste jointe en annexe sont considérés comme hors d'usage, car non réparables en raison de leur état de vétusté.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Prononcer le déclassement du domaine public des matériels du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage figurant sur la liste jointe en annexe ;
- Approuver la mise à la réforme de ces matériels ;
- M'autoriser à les mettre au rebut en procédant à leur évacuation vers les sites adaptés de traitement des déchets.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-34
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE – DECLASSEMENT ET MISE A LA REFORME DE DIVERS MATERIELS HORS D'USAGE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/3-34 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-34-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

De prononcer le déclassement du domaine public des matériels du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage figurant sur la liste jointe en annexe.

ARTICLE 2

D'approuver la mise à la réforme de ces matériels.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à mettre au rebut ces matériels en procédant à leur évacuation vers les sites adaptés de traitement des déchets.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JAN 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-34-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--